
PIERRE ASTIÉ,
DOMINIQUE BREILLAT,
CÉLINE HISCOCK-LAGEOT*

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} OCTOBRE – 31 DÉCEMBRE 2002)

ALLEMAGNE

16 et 22 octobre 2002. **Gouvernement.** Moins d'un mois après sa victoire de justesse aux élections législatives (cf. *RE*, 104), Gerhard Schröder forme son nouveau gouvernement avec, à nouveau, les Verts comme partenaires. Neuf ministres sur quatorze sont reconduits dont dix pour le SPD; trois superministères sont créés: le ministère de l'Économie et du Travail fusionné sous l'autorité de Wolfgang Clement, 62 ans, ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie, le ministère de la Santé avec en plus la Sécurité sociale impliquant notamment les retraites, qui est dirigé par Ulla Schmidt, SPD et enfin les Transports et le Logement élargi à la Reconstruction de l'Est. Ce dernier ministère est confié à Manfred Stolpe, 66 ans, ancien ministre-président du Brandebourg.

Les Verts conservent les mêmes ministères que dans le précédent gouvernement: Affaires étrangères (Joseph dit Joschka Fischer), l'Environnement, Protection de la nature et Sûreté nucléaire

(Jürgen Trittin) et la Consommation, l'Alimentation et l'Agriculture (Renate Künast). C'est le gouvernement le plus restreint depuis cinquante ans. Il comprend 14 membres dont 6 femmes.

Gerhard Schröder prête serment le 22 octobre (*Le Figaro*, 17 octobre 2002; *Libération*, 14 et 16 octobre 2002; *Le Monde*, 26 septembre, 1^{er}, 2, 11, 15, 17 au 19, 24 et 31 octobre 2002).

17 octobre 2002. **Bundestag.** Le Bundestag tient sa première réunion depuis les élections législatives. Les effectifs ont été réduits de 666 à 603. Ce n'est plus la chambre démocratique la plus importante. Désormais c'est la Chambre des Communes (659) et la Chambre italienne (630). Wolfgang Thierse, SPD, est réélu président. Un tiers des députés est nouveau (40 % chez les Verts). L'âge moyen est de 49,3 ans, le groupe Vert étant le plus jeune (45 ans). La représentation se féminise (196 femmes) passant de 30 % à 32,5 %, cette proportion atteignant 58,2 % chez les Verts (*Deutschland*, décembre 2002).

177

* Université de Poitiers – UMR 6567 CECOJI.

BRÉSIL

6 et 27 octobre 2002. **Élections présidentielles et législatives.** Pour la première fois de l'histoire du Brésil, la gauche accède à la présidence. Le candidat du Parti des travailleurs, Luis Inacio Lula da Silva, 57 ans, ancien ouvrier métallurgiste, ancien syndicaliste révolutionnaire, candidat pour la quatrième fois, manque de peu l'élection au premier tour et l'emporte largement au second avec 52 793 364 voix (61,3 %), devançant de plus de 20 millions de voix le sénateur José Serra, 60 ans, soutenu par les milieux d'affaires, candidat du Parti de la social-démocratie brésilienne et successeur désigné du président sortant Fernando Henrique Cardoso (33 370 739 voix, soit 38,73 %) (cf. *RE*, 88). Au premier tour, le nouveau président avait devancé largement les autres candidats, obtenant 39 454 692 voix (46,44 %) contre 19 705 061 (23,20 %) à José Serra, 15 179 879 (17,87 %) à Anthony Garotinho, Parti socialiste brésilien, pasteur évangéliste, 10 170 666 (12,19 %) à Ciro Gomes, Coalition du Front travailliste, ancien ministre de l'Économie, ex-PSDB, 402 232 (0,47 %) à Zé Maria, PSTU, et 38 619 (0,05 %) à Rui Costa Pimenta (PICO). La participation a été de 82,2 %.

Le président Lula da Silva sera cependant contraint à une cohabitation. Il n'a que 180 députés sur 513 et 30 sénateurs sur 81 pour le soutenir.

Sans doute, en remportant 91 des 513 sièges de la Chambre fédérale des députés, le Parti des travailleurs, avec un gain de 33 sièges, devient le premier groupe parlementaire (au Sénat, avec 14 sièges sur 81, il n'est que la troisième force). Ces élections ont été marquées par un recul des quatre formations de

droite et du centre qui composaient la majorité présidentielle, notamment du Parti de la social-démocratie brésilienne de José Serra, ancien ministre de la Santé, qui passe de 94 à 71 élus. Il est devancé par le Parti du Front libéral (PFL) (84 élus) et le Parti du mouvement démocratique du Brésil (PMDB) (74 élus). Le spectre politique est très éclaté, 15 autres partis ayant une représentation à la Chambre.

Le président élu, avant d'entrer en fonction le 1^{er} janvier, constitue son nouveau gouvernement, dominé par son parti qui détient 14 ministres sur 26. Les représentants des petits partis qui ont contribué à sa victoire en obtiennent 7 (Parti socialiste brésilien, gauche populaire; Parti communiste du Brésil, maoïste; Parti travailliste brésilien, centre gauche; Parti démocratique travailliste, gauche populiste). Les cinq autres sont attribués à des personnalités du monde des affaires et de la diplomatie, sans affiliation politique. 4 femmes entrent au gouvernement (*Le Figaro*, 4 au 8, 28 et 29 octobre 2002; *Le Monde*, 6-7 au 9, 11, 25 au 31 octobre, 25 décembre 2002 et 3 janvier 2003; *Courrier International*, 3, 17 et 31 octobre 2002; www.camara.gov.br).

CHINE

8-14 novembre 2002. **Parti communiste.** Les 2 120 délégués du XVI^e Congrès du Parti communiste chinois ont procédé à une transition douce à la tête du pouvoir en Chine. Jiang Zemin, 76 ans, secrétaire général du PCC depuis le 24 juin 1989, mais aussi chef de l'État depuis le 27 mars 1993, a cédé ses fonctions officielles à Hu Jintao, 59 ans, vice-président de la République, ingénieur, ancien dirigeant

du Parti au Tibet de 1988 à 1992 tout en conservant la présidence de la puissante commission militaire, ce qui est peut-être un faux départ. Hu Jintao deviendra président de la République en mars 2003.

Wen Jiabao, vice-premier ministre, devrait devenir Premier ministre en mars 2003, succédant à Zhu Rongji, en fonction depuis le 17 mars 1998, et Li Ruihuan, 68 ans, président de la Conférence consultative populaire du peuple chinois doit devenir président de l'Assemblée nationale à la place de Li Peng.

Les responsabilités importantes de la hiérarchie sont passées à la « quatrième génération » des dirigeants communistes depuis 1949, des hommes de 55 à 65 ans. Hu Jintao, 59 ans, est le numéro un du Comité central. Le suivent dans l'ordre : Wu Bangguo, 62 ans, Wen Jiabao, 60 ans, Jia Qinglin, 62 ans, Zeng Qinghong, 62 ans, Huang Ju, 63 ans, Wu Guangzheng, 63 ans, Li Changchun, 58 ans et Luo Gan, 66 ans. Aucune femme n'y siège.

Hu Jintao devient également vice-président de la commission centrale militaire (CMC), dont les deux anciens vice-présidents, à savoir le plus haut gradé de l'armée, Zhang Wannian, 74 ans, et le ministre de la Défense Chu Hoatian, 73 ans, se sont retirés.

En outre, tous les généraux âgés de plus de 70 ans siégeant à la CMC ont quitté le Comité central du PCC.

D'autre part, la Charte du parti a été modifiée pour que les capitalistes puissent le rejoindre. La phrase « le Parti communiste chinois est l'avant-garde de la classe ouvrière » a été remplacée par « le Parti communiste chinois est l'avant-garde de la classe ouvrière chinoise, du peuple chinois et de la Nation chinoise ». De même, le Parti est devenu « le noyau dirigeant du socialisme aux couleurs de

la Chine et représente les exigences de développement des forces productives avancées ».

Le XIX^e Congrès a également décidé que désormais les entrepreneurs privés seront représentés en tant que tels au sein du Parti, en même temps que les représentants du peuple et ceux des élites culturelles et sociales. C'est la doctrine dite des trois représentativités qui restera dans l'histoire comme l'apport de Jiang Zemin à la pensée communiste chinoise.

Le Congrès du PCC est théoriquement l'organe de décision suprême du Parti, qui se réunit tous les cinq ans. Les délégués ont notamment approuvé le rapport politique fixant les orientations du pays, examiné un rapport de la Commission centrale de discipline, procédé à l'élection d'un nouveau Comité central de 356 membres. Celui-ci a tenu son premier plénum au cours duquel il a désigné un nouveau bureau politique (23 membres), ainsi que son comité permanent (9 membres parmi les 21) et le secrétaire général du Parti (*Le Figaro*, 4, 8, 9-10, 13, 15 et 16-17 novembre 2002 ; *Libération*, 26 juillet, 7 au 13, 15 et 16-17 novembre 2002 ; *Le Monde*, 29 août, 8-9 septembre, 9 octobre, 8, 9, 12 au 16, 21 novembre, 1-2 et 10 décembre 2002 ; *Courrier International*, 7 novembre 2002 ; www.16congress.org.cn).

ÉTATS-UNIS

2 octobre 2002. **Irak.** Le 2 octobre, la chambre des Représentants autorise les États-Unis à recourir à la force « pour défendre la sécurité nationale des États-Unis contre la menace continue posée par l'Irak et faire appliquer toutes les résolutions du Conseil de sécurité concernant l'Irak » par 296 voix contre

133 et le Sénat se prononce de la même façon le 11 octobre par 77 voix contre 23. Les démocrates sont divisés puisque, à la Chambre, 126 votent favorablement contre 81 et au Sénat 29 contre 21 (*Libération*, 3, 8, 10 au 14, 17 et 22 octobre 2002 ; *Le Monde*, 2, 4, 12, 13-14 et 23 octobre 2002).

5 novembre 2002. **Midterm elections.** Les élections parlementaires de mi-mandat présidentiel permettent au président George W. Bush d'obtenir un large soutien parlementaire pour sa politique. Depuis cent cinquante ans, le parti du président enregistre, généralement, un mauvais résultat à ces élections en cours de mandat. Seuls trois présidents, dont deux démocrates (F.D. Roosevelt en 1934 et Bill Clinton en 1998), avaient pu échapper à cette règle.

Pour le président, cette élection vient lui donner une légitimité qui lui était contestée à la suite de l'élection litigieuse de 2000.

Le président renforce sa majorité à la Chambre des Représentants totalement renouvelée avec un gain de 7 sièges (229 républicains, 205 démocrates et 1 indépendant) et surtout, enjeu majeur, conquiert le Sénat où il était minoritaire avec un gain de 2 sièges (51 républicains, 48 démocrates et 1 indépendant) (cf. *RE*, 97). Un seul sénateur républicain a connu la défaite, Tom Hutchinson, Arkansas, mais pour des raisons personnelles, et deux représentants républicains seulement ont été battus. À la suite de ce scrutin, le leader des démocrates à la Chambre, Dirk Gephardt, démissionne. Il est remplacé par Nancy Pelosi, représentante de Californie. Le leader républicain est le représentant texan Tom DeLay.

Il a fallu attendre le deuxième tour de

l'élection (originalité du Sud) en Louisiane pour que le Sénat soit complet.

Sénat

Républicains	51 (+ 2)
Démocrates	48 (-1)
Indépendants	1 (-1)

Représentants

Républicains	229 (+ 7)
Démocrates	205 (- 3)
Indépendants	1 (- 1)
<i>3 sièges vacants</i>	

36 gouverneurs étaient à élire. Aucun gouverneur républicain sortant n'a été battu, mais les démocrates ont de meilleurs résultats, remportant la Pennsylvanie, le Michigan, l'Illinois et le Wisconsin. Les républicains ont désormais 27 élus (=), les démocrates 23 (+ 2) et les indépendants 0 (- 2). Certaines élections ont été très suivies. À Hawaii, les deux grands partis présentaient des candidates et la victoire est revenue à la républicaine Linda Lingle. Dans le Maryland, la fille de Robert Kennedy, Kathleen Kennedy-Townsend, qui était vice-gouverneure a été battue par le républicain très charismatique Robert L. Ehrlich Jr. En Géorgie, Sonny Perdue devient le premier gouverneur républicain de l'État depuis la guerre de Sécession !

Beaucoup d'autres scrutins avaient lieu dans les différents États des États-Unis et notamment 200 référendums dans 40 États dont 52 sur initiative populaire. Dans 5 États, il fallait se prononcer sur l'utilisation médicale de la marijuana, ce qui a été rejeté partout. Les résidents d'Hollywood devaient décider s'ils faisaient sécession de Los Angeles. Ils ont refusé par 63 % des voix. Les combats de coq ont été interdits en

Oklahoma. En Floride, l'humanité des électeurs laisse perplexe puisqu'ils ont constitutionnalisé la peine de mort et ont interdit la possibilité de maintenir en cages les truies en gestation... L'anglais est devenu langue unique d'enseignement en Massachusetts, mais cela a été refusé dans le Colorado.

On notera que lors de ces *midterm elections*, plus de 15 % des suffrages ont été exprimés de façon anticipée à la suite de réglementations diverses adoptées dans 24 États. Dans l'Iowa le vote a commencé dès la fin septembre dans certains comtés. En Oregon, les élections se déroulent exclusivement par courrier depuis 1996 et les électeurs, cette année, ont pu commencer à voter dès le 18 octobre (*Le Figaro*, 2 au 7 novembre 2002; *Libération*, 10-11 août, 29 octobre, 4 au 8 novembre 2002; *Le Monde*, 22, 24 août, 17 septembre, 1, 3-4 au 8 novembre 2002; www.cyberpress.ca).

20 novembre 2002. **Cabinet.** Par 90 voix contre 9, le Sénat approuve une loi créant un Département de la sécurité du territoire (Homeland Security) qui fusionne 22 agences fédérales. Il est dirigé par Tom Ridge, républicain modéré, conseiller à la sécurité intérieure, ancien gouverneur de Pennsylvanie, nommé le 25 novembre. Jusqu'alors, il n'y avait pas aux États-Unis l'équivalent d'un ministère de l'Intérieur. Cependant le FBI continuera à relever de l'Attorney General et la CIA restera indépendante.

Cette même loi réduit aussi les libertés apportées par le Freedom of Information Act de 1966 sur la communication des documents administratifs et elle permet de créer un système informatique pour analyser les comportements suspects (*Libération*, 21 novembre 2002;

Le Monde, 27 novembre 2002; *Courrier international*, 5 décembre 2002).

IRAK

15 octobre 2002. **Référendum.** Le soutien au président Saddam Hussein, 66 ans, au pouvoir depuis le 16 juillet 1979, au sein de la population irakienne est devenu total. Alors qu'en 1995 il y avait eu 3 052 électeurs hostiles à un nouveau mandat du président, le oui ne l'emportant qu'avec 99,96 %, cette fois-ci 11 445 638 électeurs ont émis un vote favorable permettant d'atteindre un double record : 100 % de participation et 100 % de oui ! On aura deviné qu'il était seul candidat (*Le Figaro*, 17 octobre 2002; *Libération*, 16, 17 et 21 octobre 2002; *Le Monde*, 17 et 22 octobre 2002; *Courrier International*, 24 octobre 2002).

8 novembre 2002. **ONU.** Le Conseil de Sécurité adopte à l'unanimité, y compris la Syrie, la résolution 1441, résultat d'un compromis après quelques divergences rudes entre les États-Unis et la France. Toute violation de ses obligations par l'Irak devra faire l'objet d'un rapport des inspecteurs, suivi d'une réunion du Conseil de sécurité qui décidera de la suite. L'Irak a 7 jours pour accepter, puis 30 jours pour livrer les informations sur son programme d'armement. La Commission de contrôle, de vérification et d'inspection de l'ONU (COCOVNU) et l'AIEA doivent commencer leurs travaux dans un délai de 45 jours.

Le 12 novembre, le Parlement irakien vote le rejet de la résolution tout en s'en remettant à la direction du pays qui accepte cependant la résolution le lendemain (*Libération*, 9-10 au

14 novembre 2002 ; *Le Monde*, 9 au 15 novembre 2002 ; www.un.org).

IRLANDE

19 octobre 2002. **Référendum ; Union européenne.** Les Irlandais ont accepté à une très large majorité le Traité de Nice qui constitue une nouvelle étape dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne à 12 États. Le oui l'a emporté (906 292, soit 62,89 %) et ce, dans les 42 circonscriptions. 534 887 personnes, soit 37,11 % des Irlandais, ont rejeté le traité.

182

C'est un soulagement à Dublin, sans doute, mais aussi à Bruxelles, car, le 7 juin 2001, 54 % des Irlandais s'étaient prononcés contre le traité, et ce, dans 38 circonscriptions (cf. *RE*, 99).

Le taux de participation a été encore très faible (48,45 %).

Il ne manquait plus que la ratification irlandaise pour l'entrée en vigueur du traité. L'Irlande ayant déposé son instrument de ratification le 18 décembre 2002, le traité entrera en vigueur le 1^{er} février 2003 (*Le Figaro*, 21 octobre 2002 ; *Libération*, 20 septembre, 16 au 21 octobre 2002 ; *Le Monde*, 21, 25 septembre, 15, 17 au 20 octobre 2002).

TURQUIE

3 novembre 2002. **Élections législatives.** Après le Maroc, le Pakistan et Bahreïn, la Turquie connaît à son tour une poussée islamiste qui ici est un raz de marée, lors des élections anticipées auxquelles a été contraint le Premier ministre sortant, malade, contesté par ses propres alliés, confronté à la menace de l'Action nationaliste de quitter le gouvernement

et que le Parlement a décidées le 31 juillet par 449 voix contre 62. Le Parti de la justice et du développement (AKP) recueille près d'un tiers des suffrages et, compte tenu du mode de scrutin, détient deux tiers des sièges (363 sur 550), pouvant ainsi gouverner seul et réviser la Constitution. Ce triomphe a été obtenu en dépit de l'invalidation de la candidature de son leader, Recep Tayyip Erdogan, ancien maire d'Istanbul, le 20 septembre par le Haut Conseil électoral, en raison d'une condamnation purgée en 1999 pour propagande islamiste. Chantre d'un « islam modéré », il avait pourtant adopté un profil bas. Il a choisi l'ampoule électrique comme emblème de son parti, afin de symboliser l'ouverture et la transparence. La plupart des partis traditionnels ont été balayés. Seule la gauche kémaliste (Parti républicain du peuple, CHP, social-démocrate laïque de Demiz Baykal), avec 19,4 % obtient une représentation honorable avec 178 sièges. En outre, 9 autres élus sans étiquette pourraient donner à l'AKP les voix nécessaires pour modifier la Constitution. Le Parlement compte 500 députés nouveaux sur 550. La participation a été de 79,1 %.

Le seuil de 10 % des suffrages exprimés nécessaire pour entrer au Parlement a joué un rôle de couperet, éliminant les partis de gouvernement qui furent aux affaires ces vingt dernières années.

La Turquie a déjà eu un gouvernement islamiste dirigé par Necmettin Erbakan du 28 juin 1996 au 30 juin 1997. Sous la pression de l'armée, le parti islamiste avait alors été dissous par la justice pour activités antilaïques. L'armée turque, garante des valeurs laïques du pays, a officiellement reconnu la validité des élections et le caractère démocratique du scrutin.

Élections en Turquie

	Voix en %	Nombre de sièges
Parti de la justice et du développement (AKP)	34,2 %	363 (+ 363)
Parti républicain du peuple (CHP)	19,4 %	178
Parti de la juste voie (DYP), centre droit	9,6 %	0 (- 85)
Parti d'action nationaliste (MHP), extrême droite	8,3 %	0 (- 129)
Parti de la jeunesse (GP)	7,3 %	0
Parti démocratique populaire (DEHAP)	6,2 %	0
Parti de la Mère Patrie (ANAP)	5,1 %	0 (- 86)
Parti Saadet (SP)	2,5 %	0
Autres	7,4 %	9 (+ 6)
Total		550

183

(*Le Figaro*, 17 et 31 juillet, 2 août, 28-29 septembre, 2-3 au 6 novembre 2002; *Libération*, 17, 22, 24, 30 juillet, 1^{er}, 12, 16 août, 16, 21-22, 2 septembre, 31 octobre, 1^{er} au 5, 7, 15, 19, 25 novembre et 10 décembre 2002; *Le Monde*, 18, 24 juillet, 2, 9, 13, 17 août, 7, 19, 22-23 septembre, 3, 26, 29 octobre, 2 au 6, 14, 16 novembre, 8-9, 10 décembre 2002; *Courrier International*, 29 août, 17 et 26 septembre, 17 octobre, 7, 14 et 21 novembre et 5 décembre 2002.)

16 novembre 2002. **Premier ministre.** Le président turc Ahmed Necdet Sezer charge le vice-président du Parti de la justice et du développement (AKP), Abdullah Gül, 52 ans, économiste à la Banque islamique de développement, pro-européen, de constituer le 58^e gouvernement de la République turque. Celui-ci faisait partie de la liste de trois noms proposée par le chef de l'AKP, Recep Tayyip Erdogan, qui reste maître du jeu politique.

Le 28 novembre, le gouvernement obtient la confiance par 346 voix contre 170.

Abdullah Gül succède à Bulent Ecevit, 77 ans, qui a connu une écrasante défaite aux élections (*Le Figaro*, 18 novembre 2002; *Libération*, 16, 18, 19 novembre, 11 décembre 2002; *Le Monde*, 17-18 au 20 novembre 2002).

29 novembre 2002. **Laïcité.** Question susceptible d'être au centre de vifs débats après la victoire des islamistes aux élections, le port du voile voit son interdiction maintenue par la Cour suprême (*Libération*, 25, 30 novembre-1^{er} et 12 décembre 2002; *Le Monde*, 27 novembre 2002).

UNION EUROPÉENNE

Octobre à décembre 2002. **Convention.** La Convention pour l'avenir de l'Europe arrive bientôt au terme de ses travaux. Sa composition connaît quelques changements avec l'arrivée du ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, ce qui incite la France à remplacer Pierre Moscovici par Dominique de Villepin.

Le 28 octobre le président de la Convention, Valéry Giscard d'Estaing

présente l'avant-projet lors de la session plénière et l'expose le 3 décembre à l'Assemblée nationale française.

Romano Prodi présente un autre projet dit « Pénélope », rédigé dans le plus grand secret, qui est publié le 3 décembre et suscite un véritable tollé

(*Libération*, 5-6, 18, 19-20, 29 octobre, 9-10, 16-17 novembre, et 4, 7-8, 12, 14-15 et 20, 21-22 décembre 2002; *Le Monde*, 3, 15, 20-21, 22, 23, 26, 30, 31 octobre, 8, 9, 16, 23 novembre, 3, 5 au 8-9, 21 décembre 2002; <http://european-convention.eu.int>).